



BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE STOCKHOLM

N° 13 – 1^{er} octobre 2021



Pays nordiques

	France	Suède	Danemark	Norvège	Finlande	Islande
Nombre de contaminations	7 000 228	1 152 886	358 796	188 850	141 552	11 471
Taux de contamination (pour 100 000 habitants)	10 432	11 163	6 161	3 518	2 561	3 150
Nombre de décès	116 657	14 864	2 656	861	1 072	33
Taux de décès (pour 100 000 habitants)	173,9	143,9	45,6	16,0	19,4	9,1
Nombre de personnes ayant reçu au moins une dose de vaccin	50 171 474	7 152 389	4 454 484	4 154 101	4 133 283	281 734
Part de la population ayant reçu au moins une dose de vaccin	74,8%	69,3%	76,5%	77,4%	74,8%	77,4%
Nombre de personnes entièrement vaccinées	48 367 665	6 569 568	4 369 407	3 641 558	3 449 148	276 522
Part de la population entièrement vaccinée	72,1%	63,6%	75,0%	67,8%	62,4%	75,9%

Chiffres du 30 septembre 2021 – Sources : Agences nationales de Santé.

Indice mondial de l'innovation 2021 : Suède, Finlande et Danemark dans le top 10.

Les pays nordiques continuent à être bien classés dans l'indice mondial de l'innovation de l'OMPI, fondé sur la performance des pays sur 7 piliers : résultats liés à la créativité, aux savoirs et technologies, aux institutions, à la performance des marchés, aux infrastructures, au capital humain et à la recherche et à la performance des entreprises. La Suède arrive 2^{ème} derrière la Suisse et fait partie du top 3 depuis 2011. La Finlande occupe le 7^{ème} rang et le Danemark le 9^{ème} (rétrogradé du 6^{ème} rang en 2020). L'Islande gagne 4 places et passe 17^{ème} et la Norvège apparaît au 20^{ème} rang. La France gagne une place et occupe désormais le 11^{ème} rang. Selon l'étude, la Finlande possède les institutions les plus performantes de la région (2^{ème} au niveau mondial), la Suède est en tête pour ce qui est du capital humain et de la recherche (2^{ème}) et de la « sophistication » des entreprises (1^{er}), tandis que la Norvège arrive en tête pour les infrastructures au niveau mondial (1^{er}).

Rang	Pays
2	Suède
7	Finlande
9	Danemark
11	France
17	Islande
20	Norvège

Danemark

Accord historique des partenaires sociaux sur les congés parentaux. Il aura fallu un an de négociations et une directive européenne obligeant les Etats membres à introduire un congé parental d'au moins neuf semaines pour les deux parents pour que les principaux partenaires sociaux danois trouvent un accord sur les congés parentaux. Courant septembre, la Confédération danoise des syndicats de travailleurs (FH) et l'Association des employeurs danois (DA) se sont mises d'accord sur une égalité totale entre la mère et le père, qui auront droit au même montant de congés maternité et paternité. Concrètement, les parents bénéficieront de 48 semaines de congés parentaux dont 11 semaines obligatoires pour chacun des deux parents. A noter que si ces semaines ne sont pas utilisées, elles ne pourront revenir ni à l'un ni à l'autre. Cela représente une véritable avancée pour l'égalité hommes-femmes puisque l'ancien accord prévoyait, certes, 48 semaines de congés parentaux également, mais organisait la répartition

avec 14 semaines obligatoires pour la femme et seulement 2 semaines pour l'homme, et laissait 32 semaines à partager librement, semaines qui étaient le plus souvent assumées par les femmes. Les débats devraient avoir lieu au *Folketing* (Parlement Danois) prochainement.

La bourse danoise enregistre sa plus grosse chute journalière depuis mai 2021. L'indice de référence Copenhague 25, qui répertorie le cours des 25 plus grosses entreprises du pays, a chuté de 2,9% mardi 29 septembre. La bourse a en fait enregistré trois jours de baisse supérieure à 1,5% entre vendredi et mardi. En dépit de rebonds ponctuels, comme celui de DSV sur recommandation d'achats par JP Morgan mercredi matin, la tendance est à la nervosité sur le marché boursier danois en raison des risques mondiaux et suite aux déboires du géant chinois de l'immobilier Evergrande. Le géant danois Maersk figure parmi les actions qui ont le plus chuté dans les échanges de mardi, avec une baisse de 2,9% pour l'armateur.

Finlande

Levée générale des restrictions sur les rassemblements, à partir du 1^{er} octobre. Les limitations sur les rassemblements et les événements publics sont levées sur l'ensemble du territoire finlandais. L'agence administrative régionale de Finlande du Sud (AVI) a levé les dernières restrictions, à compter du 1^{er} octobre, dans la région de la capitale Helsinki (région d'Uusimaa). Les recommandations sanitaires (port du masque, télétravail, distance de sécurité) restent, toutefois, en vigueur au moins jusqu'à la fin de l'année 2021. En ce qui concerne les horaires d'ouverture des bars et restaurants, qui relèvent de la compétence nationale, le Gouvernement n'a pas encore annoncé de levée des mesures.

Huawei ouvre un centre de développement en Finlande spécialisé dans les services bancaires et de paiement. L'objectif de ce centre, *Digital Finance and Security Innovation Lab* (Fin²Sec), est de soutenir la digitalisation des services financiers, bancaires et de paiements en Europe, à travers le développement de solutions technologiques innovantes. Huawei prévoit notamment de collaborer avec des chercheurs de l'université Aalto et de l'université d'Helsinki, avec des banques ainsi qu'avec des sociétés européennes de technologie bancaire et financière.

Un rapport de l'OCDE souligne les réductions budgétaires en matière d'éducation.

Un récent rapport de l'OCDE sur l'éducation classe la Finlande parmi les cinq pays européens où la part de l'éducation dans les dépenses publiques a le plus diminué entre 2012 et 2018. Les autres pays sont la Grèce, la Slovénie, le Luxembourg et le Danemark. L'éducation générale jusqu'à la fin du secondaire relève en Finlande des municipalités. Dans les écoles primaires, collèges, lycées et écoles professionnelles, les sommes investies par élève ont augmenté de 1,8% par an en moyenne dans les pays de l'OCDE, tandis qu'en Finlande elles ont diminué de 0,5% par an. Au niveau universitaire, la somme consacrée par étudiant a augmenté de 0,7% en moyenne par an dans les pays de l'OCDE, alors qu'elle a baissé de 2,4% en Finlande. Toutefois, les sommes consacrées par élève (environ 8 000€ par an) et par étudiant (environ 14 000€) restent en Finlande légèrement au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE. Par ailleurs, la Finlande consacre 10% du

total des dépenses en matière d'éducation au bien-être des élèves (contre 4% pour la moyenne de l'OCDE), à savoir dans les services de santé, la restauration scolaire et les transports. Les repas à l'école sont gratuits en Finlande.

Le Gouvernement finlandais prend directement le contrôle des parts d'Etat dans l'entreprise SSAB.

Le Gouvernement a procédé au transfert de ses parts, dans l'entreprise suédoise de sidérurgie SSAB (8% des droits de vote et 6,8% du capital), du portefeuille du fonds d'investissement public Solidium, directement sous la tutelle du Cabinet du Premier ministre. La ministre des Affaires européennes et des Réformes Tytti Tuppurainen a justifié cette opération par l'intérêt stratégique que revêt SSAB pour la Finlande. En effet, le Gouvernement souhaite agir sur la réduction des émissions de l'aciérie de Raahe de SSAB, le plus grand émetteur de CO₂ de Finlande (7% des émissions du pays).

Islande

Elections législatives : le triumvirat gouvernemental remporte 37 sièges sur 63.

Les résultats du vote du samedi 25 septembre ont montré que la coalition au pouvoir - composée du parti de l'Indépendance, de la Gauche verte et du parti Progressiste - a étendu sa majorité à 37 sièges (contre 33 en 2017). Ils sont la conséquence directe de la volonté citoyenne de stabilité politique, de la popularité de la Première ministre verte Katrín Jakobsdóttir et de la bonne gestion de la crise sanitaire actuelle. Le parti de l'Indépendance reste le plus important au Parlement avec 16 sièges, sans changement par rapport aux dernières élections. Les membres du gouvernement actuel ont déclaré au Président de l'Islande, ce 1er octobre, qu'ils poursuivront leur coopération politique, avec quelques ajustements concernant les nominations ministérielles.

Fitch note l'Islande « A », avec une perspective négative. L'agence de notation financière internationale Fitch Rating attribue la

note A à l'Islande grâce à son revenu par habitant très élevé, sa gouvernance solide et son niveau de développement humain. Toutefois, la notation est limitée par la petite taille de l'économie et la faible diversification des exportations qui fragilisent l'économie du pays face aux chocs externes. La crise de la covid-19 a eu un fort impact l'endettement public : la projection budgétaire de Fitch prévoit que le déficit des administrations publiques se creuse jusqu'à 10% du PIB en 2021, puis se réduise à 8% en 2022 grâce à la reprise économique.

De nouveaux remous dans l'affaire Samherji.

Le montant que le groupe Samherji est soupçonné d'avoir versé en pot-de-vin pour l'acquisition de quotas de pêche en Namibie est considérablement plus élevé (1,7 Md d'ISK, soit 11 M€) que ce qui avait été signalé. Le rapport du journal d'investigation Stundin couvre en détail des données qui font désormais l'objet d'enquêtes par les autorités islandaises et namibiennes. Par ailleurs, lors d'une rencontre en février 2020,

l'ambassadeur d'Islande aurait clairement indiqué au ministre namibien que l'extradition des citoyens islandais, et donc des employés du groupe Samherji, était interdite. Toutes les demandes de la Namibie pour le transfert des anciens directeurs dans le pays auraient été rejetées.

Capture du carbone : un nouvel accord Chine – Islande. Le fabricant chinois de produits chimiques Jiangsu Sailboat Petrochemicals a conclu un accord avec la société de technologie islandaise Carbon Recycling International (CRI) pour la construction d'une usine. L'usine est supposée produire du méthanol grâce au recyclage du dioxyde de carbone, mais le coût total du projet est estimé à 4,6 Mds ISK (30,5 M€). Un accord de coopération doit être signé le 29 septembre, à l'occasion d'une téléconférence entre Reykjavík et Pékin. Une annonce de CRI indique que Guðlaugur Þór Þórðarson, ministre des Affaires étrangères, sera présent à la réunion ainsi que Jin Zhihian, ambassadeur de Chine en Islande, et Thorir Ibsen, ambassadeur d'Islande en Chine. 150 000 tonnes de dioxyde de carbone pourront être capturées au lieu d'être rejetées dans l'atmosphère grâce au processus de production de Jiangsu Sailbot Petrochemicals.

La majorité des partis politiques veulent augmenter la taxe carbone. Au cours de la campagne, chacun des partis politiques s'est exprimé sur ses objectifs environnementaux

et climatiques, et plus particulièrement sur ses ambitions en termes de taxation du carbone. La majorité des partis affirme que son montant devrait être augmenté sans que cela ne frappe les plus démunis ou les plus excentrés. La taxation des émissions de CO₂ devrait ainsi être prélevée sur d'autres types de pollution, tels que l'industrie lourde par exemple. Néanmoins, les partis du Centre et Populaire s'opposent formellement à une augmentation qui risquerait de pénaliser les individus n'ayant pas les moyens financiers d'acheter une voiture électrique. La taxe carbone a déjà été augmentée à trois reprises au cours de la dernière législature.

Nouvelles restrictions sur l'accès à l'information relative aux entreprises. Une nouvelle législation basée sur la réglementation européenne réduit la taille du groupe des « initiés ». Il s'agit des individus ayant accès aux informations privilégiées des entreprises. Ces informations font parfois l'objet d'abus de marché lorsqu'elles sont utilisées afin de conclure, de modifier ou d'annuler des transactions. Conforme au règlement européen relatif aux abus de marché (MAR) introduit en 2016, la loi vise à faire face à la complexité de la technologie sur les marchés financiers et à lutter contre la criminalité financière. Désormais, selon l'Autorité de surveillance financière de la Banque centrale islandaise, seuls le PDG, le directeur financier, le président du conseil d'administration et d'autres cadres supérieurs des entreprises auront accès aux informations.

Norvège

Le gouvernement norvégien annonce la levée des dernières restrictions sanitaires liées à la covid-19. La Norvège a levé samedi toutes les restrictions mises en place en mars 2020 afin de lutter contre la pandémie. Le nombre de personnes participant à des événements n'est plus limité, la règle du mètre de distance a été supprimée et les restrictions dans les bars et restaurants ont été levées. Les résidents de l'Espace économique européen, de l'Espace Schengen, du Royaume-Uni et de la Suisse pourront désormais se rendre sur le territoire

norvégien dans les mêmes conditions qu'avant crise. Le port du masque dans les transports en commun pourra toutefois être rendu de nouveau obligatoire en cas de besoin, prévient le Gouvernement. La Première ministre Erna Solberg indique également que des restrictions pourraient être réintroduites en cas de propagation d'un nouveau variant. 100% des personnes fragiles sont vaccinées en Norvège.

Les discussions pour former le prochain gouvernement s'engagent. Le

parti Travailleiste, le parti du Centre et le parti Socialiste se sont réunis afin d'engager les premières discussions pour la formation du prochain gouvernement. Jonas Gahr Støre, le chef du parti Travailleiste, grand gagnant des élections, souhaite finaliser les négociations avant la présentation de la loi finance le 12 octobre. Dans le même temps, chaque parti présente ses priorités. Le parti du Centre souhaite limiter l'exportation d'électricité vers l'Europe afin de garantir des prix plus bas en Norvège. Ces derniers ont récemment atteint des niveaux jamais égalés. Jonas Gahr Støre a annoncé les six objectifs de son futur gouvernement : baisse des inégalités, réduction des émissions de CO₂, soutien à l'emploi, augmentation des exportations, aide aux seniors et soutien aux régions rurales.

Norges Bank relève ses taux directeurs.

Pour la première fois depuis le début de la pandémie, les taux directeurs ont été relevés de 25 points de base (de 0% à 0.25%). La banque centrale norvégienne estime que le taux directeur sera très probablement de nouveau relevé de 25 points de base en décembre pour atteindre progressivement 1.7% fin 2024. Cette décision fait suite à la nette amélioration de la situation économique norvégienne depuis l'automne 2020 qui a permis un retour du PIB à son niveau d'avant crise dès l'été 2021. La Norvège amorce ainsi, comme annoncé, une politique monétaire moins accommodante. La Norges Bank adopte une remontée très progressive de ses taux afin de ne pas perturber les anticipations d'investissement ni les effets de la relance budgétaire actuelle qui reste substantielle. Cette décision a déjà permis à la couronne

norvégienne de se renforcer récemment face au dollar et à l'euro.

La Norvège met fin à son programme « Pétrole pour le développement » (OFU).

Le programme, créé en 2005 par la Norvège, avait vocation à aider plus de 30 pays volontaires à gérer leurs ressources pétrolières. Le ministre de l'Aide au développement, Dag-Inge Ulstein, a annoncé la semaine dernière la fin du programme. Selon lui, l'aide publique au développement doit désormais se concentrer sur les mesures climatiques, les objectifs de l'accord de Paris et l'aide à long terme aux pays en développement. Le programme sera arrêté de manière progressive jusqu'en 2024. Il se poursuivra une année supplémentaire en Colombie et à Cuba.

Oslo réaffirme son engagement dans le Green Deal.

La Norvège organise à Bruxelles, les 30 septembre et 1^{er} octobre, un séminaire sur le CCS ainsi qu'une conférence sur la transition verte de l'Europe et le paquet « Fit for 55 ». La ministre du Pétrole et de l'Énergie, Tina Bru, sera présente à Bruxelles lors des deux séminaires. Une réunion informelle s'est tenue en amont à Ljubljana en Slovénie entre les ministres de l'Énergie de l'UE sur les propositions « Fit for 55 ». Le secrétaire d'Etat Lars Andreas Lunde, présent à la réunion, a souligné l'engagement de la Norvège à coopérer étroitement avec l'Union européenne dans le domaine de l'énergie. Il a également déclaré que la Norvège soutient activement le Green Deal et examinera les propositions de manière approfondie.

Suède

L'actuelle ministre des Finances, Magdalena Andersson, proposée comme leader du parti Social-démocrate. La décision officielle sera prise lors du congrès du parti en novembre, mais les 26 circonscriptions du parti soutiennent la candidature de Magdalena Andersson au poste de Première ministre.

Le PLF 2022 présenté au Parlement suédois marque un retour de l'orthodoxie budgétaire.

Le gouvernement social-démocrate a déposé lundi 20 septembre son projet de loi de finances (PLF) pour 2022 devant le Parlement. Dans le souci d'obtenir le soutien des partis de la Gauche et du Centre – et donc d'une majorité pour adopter le texte – Magdalena Andersson, ministre des Finances et nouvelle

leader du parti Social-Démocrate, a axé sa communication sur le paquet de mesures nouvelles qui fait la part belle au social et à l'environnement. Bien que présenté comme un budget renouant avec la tradition sociale-démocrate, ce PLF marque en réalité un resserrement de la politique budgétaire : le déficit des administrations publiques – déjà attendu en nette baisse à 1,8% du PIB en 2021 sous l'effet de la croissance – sera ramené à 0,7% du PIB en 2022, aussi du fait de la réduction du déficit structurel.

La Riksbank laisse son taux directeur inchangé à 0% alors que croissance et inflation sont prévues à la hausse.

La Riksbank prévoit une hausse temporaire de l'inflation, au-dessus de l'objectif de 2% en 2022, et qui pourrait atteindre les 3%, notamment sous l'effet de la poussée des prix de l'énergie. La croissance anticipée du PIB est de 3,7% en 2022. Toutefois, aucun resserrement monétaire n'est à l'ordre du jour et le gouverneur de la banque centrale Stefan Ingves indique que le taux directeur serait maintenu à 0% à moyen terme (la Riksbank n'augmenterait pas le taux d'ici 2024). L'analyste en chef de Nordea, Susanne Spector, a qualifié la nouvelle de « *plus douce que ce à quoi le marché s'attendait* » mais n'est pas de l'avis de laisser le taux directeur inchangé. L'annonce était conforme aux prévisions des analystes, même si nombreux investisseurs estiment que des hausses de taux d'intérêt sont probables en 2023 et 2024.

Levée des dernières restrictions sanitaires.

Le plafond de participation aux rassemblements et événements publics et privés est supprimé, les cafés, bars et restaurants ne sont plus soumis à des limites de capacité, les boîtes de nuit peuvent rouvrir et la recommandation de télétravail n'est plus en vigueur.

Le taux des prélèvements obligatoires a atteint 42,5% du PIB en 2020.

Selon le ministère suédois des Finances, le taux de prélèvement obligatoire – l'ensemble des impôts et cotisations sociales rapportés au PIB – ne cesse de diminuer et atteint désormais 42,5% du PIB (2020) et devrait même passer à 42% à l'horizon 2024, loin des 48,9% affiché en l'an 2000 ou des 49,8% de 1990, années où la « pression fiscale »

suédoise était la plus élevée parmi les pays de l'OCDE (5-6^{ème} actuellement).

« L'Europe a déjà 2-3 années de retard sur les Etats-Unis et la Chine en termes d'infrastructures numériques » selon le CEO d'Ericsson.

Börje Ekholm juge « extrêmement grave » pour la création d'emplois futurs que l'Europe manque d'entreprises d'IA, de producteurs de semi-conducteurs et de grandes entreprises de cloud. Il avertit du risque de voir le monde numérique se diviser à nouveau, avec des normes de TIC distinctes et imperméables en Occident et en Asie. Une telle situation aurait pour conséquence une flambée des prix : un entrepreneur aujourd'hui est en mesure de déployer ses produits numériques auprès de 8 milliards de personnes, alors que dans un monde avec plusieurs normes, les coûts de développement seraient démultipliés, et se répercuteraient sur le consommateur final. Au moment d'évoquer des solutions, Börje Ekholm recommande à l'Europe d'investir plus massivement encore dans les infrastructures numériques et à la Suède de mettre l'accent sur l'éducation.

Akelius cède son parc de logements en Suède, au Danemark et en Allemagne au suédo-norvégien Heimstaden pour 9,1 Mds€.

La société immobilière suédoise Akelius vient de vendre 29 000 appartements (18 000 en Allemagne, 10 000 en Suède et 1 000 au Danemark) à Heimstaden pour 9,1 Mds€. Cette transaction immobilière est l'une des plus importantes au monde cette année et la plus importante jamais réalisée par un groupe immobilier suédois. Akelius conserve en revanche ses logements à New York, Washington, Boston, Toronto, Londres et Paris. Au 1^{er} janvier 2021, Akelius détenait 1 125 appartements à Paris, dans une cinquantaine d'immeubles, et 430 appartements en petite couronne.

Polestar, la filiale électrique de Volvo Cars sera cotée au Nasdaq de New York au premier semestre 2022.

La valorisation annoncée s'élève à 20 Mds\$

(17,1 Mds€), alors que Polestar ne compte que 2 modèles et n'a vendu que 10 000 voitures en 2020. Les fonds levés serviront au développement de l'entreprise, qui a confirmé l'apparition d'un SUV électrique en 2022, et son arrivée sur les marchés de 30 nouveaux pays d'ici 2023.

La crise de la dette de l'empire immobilier chinois Evergrande menace le constructeur suédois de voitures électriques Nevs.

Née de la faillite de Saab Automobile lorsque General Motors s'est effondré lors de la crise financière de 2008, Nevs a connu 3 propriétaires et des problèmes financiers récurrents depuis sa création en 2012. La situation de plus en plus difficile d'Evergrande, qui avait acheté Nevs en 2019 pour 25 Mds SEK (2,4 Mds€), a conduit Nevs à annoncer le licenciement de près de la moitié des 650 employés. Plusieurs acteurs européens, asiatiques et américains souhaiteraient reprendre l'entreprise, parmi lesquelles le fabricant chinois de téléphones mobiles Xiaomi. Début septembre, Nevs avait pu renforcer ses liquidités lorsque le constructeur de voitures de sport Koenigsegg a racheté à Nevs sa part de la joint-venture Meneko.

Le gouvernement retarde sa décision sur le stockage final des déchets nucléaires.

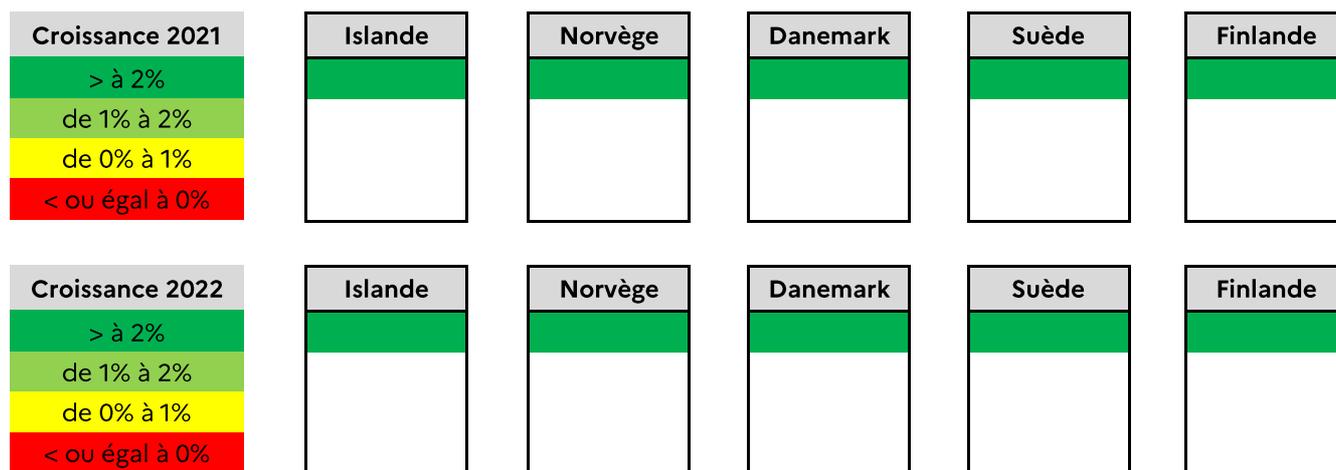
Début 2021, les opérateurs nucléaires (Vattenfall, Uniper) ont demandé au gouvernement de prendre une décision positive avant fin août pour le projet d'entreposage final du combustible nucléaire usé en couche géologique profonde SFK à Forsmark et les autres sous-projets liés au SFK (l'extension du site de stockage temporaire du combustible usé CLAB, etc.). Sans décision du gouvernement, les opérateurs estimaient que plusieurs réacteurs nucléaires ne

pourraient pas fonctionner après 2024 car le CLAB serait plein. En réponse, le gouvernement a décidé d'accorder le permis d'extension du CLAB le 26 août, afin d'augmenter sa capacité à 11 000 tonnes (contre 8 000 actuellement) et garantir ainsi l'exploitation des réacteurs après 2024. Il n'a toutefois pas encore donné son accord pour la construction du site final d'entreposage en raison des incertitudes entourant la corrosion des containers de cuivre. Il rappelle que les containers devront empêcher toute fuite radioactive durant plus de 100 000 ans et demande à l'agence suédoise de Radioprotection SSM d'analyser les risques de corrosion sur la base des derniers travaux de recherche.

Crise d'approvisionnement du ciment temporairement écartée : le Parlement accorde 8 mois supplémentaires à Cementa.

Le 6 juillet, le tribunal de l'Environnement a refusé de prolonger le permis d'exploitation de la principale carrière de calcaire suédoise à Slite à partir du 31 octobre. Situé sur l'île de Gotland, le site est à l'origine de 75% du ciment produit en Suède par Cementa (filiale de l'allemand HeidelbergCement). Le verdict a été confirmé par la Cour suprême de Stockholm le 25 août. Les études d'impact environnemental (effets sur les eaux souterraines) nécessaires pour obtenir la prolongation du permis sur 20 ans n'étaient pas de qualité suffisante. Face aux conséquences économiques très lourdes d'une fermeture du site, même temporaire (forte dépendance du BTP et de l'industrie minière au ciment pour sécuriser les galeries), le Gouvernement a demandé au Parlement d'accorder 8 mois supplémentaires à Cementa pour la demande de permis. Le 29 septembre, le Riksdag a adopté la proposition du gouvernement d'amender le Code de l'Environnement.

Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : FMI, prévisions de printemps (avril 2021).

PIB	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	3,8	2,8	2,5	2,0	3,7	3,7	4,4	3,5	3,9	3,1
Banque centrale	3,3	3,7	3,5	2,8	3,8	4,1	4,2	3,7	4,0	3,9
Institut stat./ conj****	-	-	2,8	2,4	3,6	3,8	4,4	3,6	2,6	4,8
Commission*	3,0	3,4	2,7	2,9	2,7	2,2	4,6	3,6	3,4	3,9
FMI**	2,8	2,9	2,3	2,5	3,9	4,0	3,1	3,0	3,7	3,6
OCDE***	2,8	2,9	2,6	2,7	3,4	3,7	3,9	3,4	2,8	4,7
SEB (09/2021)	3,6	4,1	3,1	3,0	2,7	3,7	4,6	3,9	-	-
Nordea (09/2021)	3,3	2,7	3,5	3,0	3,9	3,9	4,6	3,5	-	-
Danske Bank (06/2021)	3,0	3,5	2,6	2,9	3,7	3,7	3,7	3,4	-	-

Sources :

* Prévisions de printemps (mai 2021)

** World Economic Outlook (avril 2021)

*** Perspectives économiques (mai 2021)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI) (06/2021), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB (09/2021), Finlande : ETLA (03/2021), Islande : Statice (03/2021)

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration

Autres indicateurs macroéconomiques

Déficit public	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	-1,9	0,4	-5,2	-3,3	-2,9	-	-1,8	-0,6	-9,7	-7,3
Commission*	-2,1	-1,4	-4,6	-2,1	0,9	1,8	-3,3	-0,5	-7,7	-3,2
FMI**	-3,0	-1,5	-4,1	-2,6	2,0	4,1	-2,0	-1,5	-7,0	-5,9
OCDE***	-2,8	-0,1	-4,2	-1,9	-1,1	0,3	-3,3	-1,6	-10,3	-7,1

Dette publique	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	40,0	38,5	71,4	72,5	-	-	37,8	35,4	57,5	62,2
Commission*	40,2	38,8	71,0	70,1	46,0	44,7	40,8	39,4	63,8	63,2
FMI**	41,6	42,9	68,6	69,1	40,0	40,0	41,7	41,4	52,5	52,7
OCDE***	45,4	46,6	73,6	77,0	-	-	39,9	39,4	-	-

Autres	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Inflation (IPCH)*	1,5	1,3	1,5	1,6	1,8	2,0	2,1	1,2	2,8	2,6
Cons. privée*	3,2	4,1	3,4	3,6	4,7	3,0	3,8	5,5	2,3	3,9
Chômage (BIT)**	5,6	5,5	8,6	7,9	4,3	4,0	8,7	8,4	6,0	5,0

Sources :

* *Prévisions d'été* (juillet 2021) [Pour la Norvège et l'Islande : *Prévisions de printemps* (mai 2021)]

** *World Economic Outlook* (octobre 2020)

*** *Perspectives économiques* (mai 2021)

**** Suède : *Konjunkturinstitutet (KI)*, Danemark : *Conseil des Sages*, Norvège : *SSB*, Finlande : *ETLA*, Islande : *Statis*

Code couleur des mises à jour :

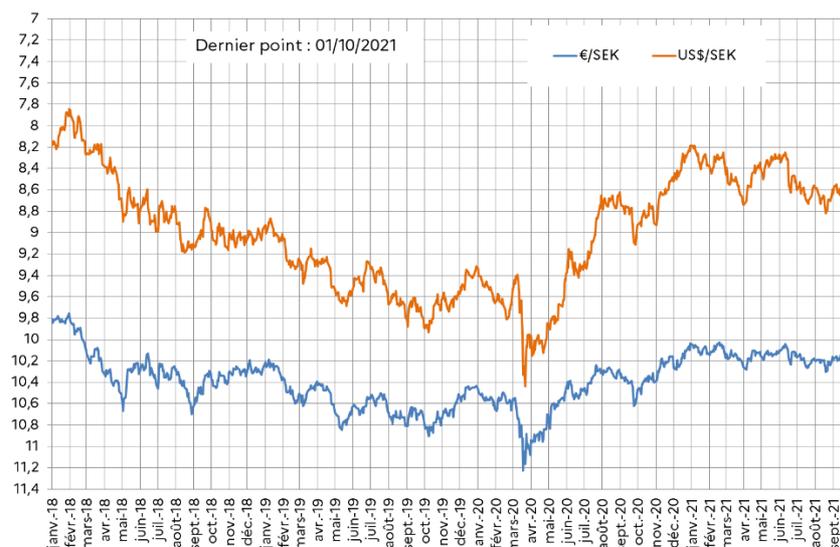
En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

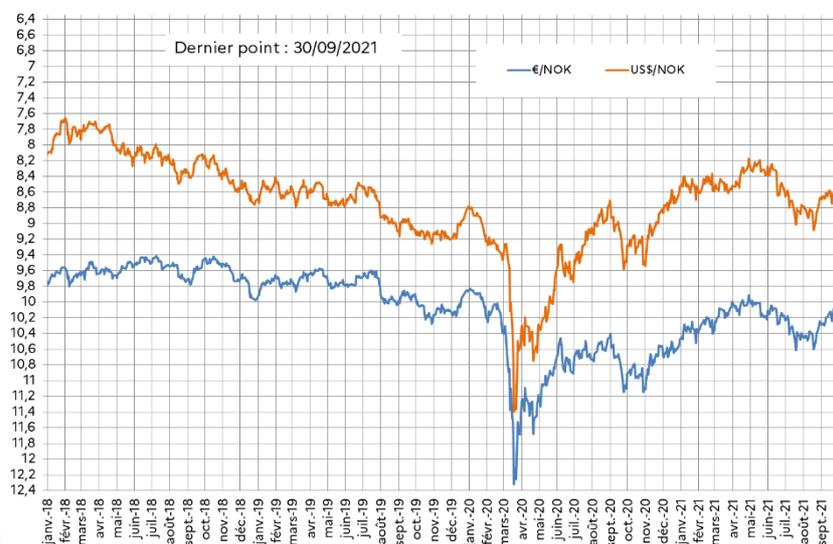
En vert : amélioration

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international